

Filière hydrogène : la Bretagne s'inspire du Japon

La Région mise sur l'hydrogène. En visite au Japon, les élus bretons renforcent leurs relations avec des entreprises et organismes, pour lancer une filière de production, de stockage et de distribution.

Japon

De notre envoyée spéciale

L'hydrogène devient une filière d'excellence du futur. La Bretagne veut tenir son rang et pourquoi pas devenir une référence dans l'hydrogène marin, totalement décarboné et renouvelable. Au Japon, les élus bretons, accompagné des dirigeants de Bretagne développement innovation (BDI) et Bretagne commerce international (BCI), sont venus chercher une expertise. « **Dans le monde d'aujourd'hui, l'Europe et le Japon sont à fond sur l'hydrogène. La Bretagne a une place à prendre** », explique Loïg Chesnais-Girard, le président du conseil régional.

Pour élaborer un mode d'emploi, les élus ont visité les entreprises comme Toyota ou Kawasaki. La première fabrique des piles à combustible, dans son usine près de Nagoya. Au départ pour sa voiture, la *Mirai*, l'industriel développe aujourd'hui sa technologie pour d'autres usages. Chez Kawasaki, d'abord célèbre pour ses motos, les Bretons ont mesuré l'importance du fabricant japonais dans la fabrication de moteurs à hydrogène et découvert sa stratégie de transformation de l'hydrogène pour le transporter plus facilement.

Dix sites prévus en Bretagne

Cette expérience pourra nourrir la feuille de route bretonne. Elle prévoit la construction de dix boucles locales avec production, stockage et distribution d'hydrogène, dont trois ou quatre sur les écosystèmes portuaires. « **La Région Bretagne est le deuxième armateur public derrière la Marine**



Les vedettes à passagers qui relient les îles bretonnes au continent devraient progressivement abandonner le diesel. La Région Bretagne et ses partenaires planchent sur un prototype pour la desserte de l'île d'Arz en 2024. Ce modèle de navire a été dessiné par le cabinet L2ONaval de Lorient.

PHOTO : L2ONAVAL

nationale avec 17 bateaux pour le transport vers les îles », poursuit Alain Terpent, directeur général de BDI. D'ici à 2030, l'objectif est que la flotte régionale dispose de dix bateaux à hydrogène, pour une navigation silencieuse et sans émission de CO₂.

Quand on sait que Toyota a un partenariat avec EODev, l'expert en générateur d'électricité à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ou avec SDMO industries à Brest, on comprend que la visite des élus bretons a aussi une vocation stratégique. Alors que la Région prévoit de commander un nouveau bateau au chantier Piriou, basé à Concarneau (Finistère) pour les traversées vers l'île d'Arz, le savoir-faire

de Kawasaki peut trouver sa place. « **La Région doit amorcer la dynamique. Après notre visite, nous allons favoriser des discussions entre le chantier et Kawasaki** », illustre le président.

De l'hydrogène produit à partir des éoliennes

Au-delà des bateaux de transport de passagers, les infrastructures portuaires (avec les prises de quai, les groupes électrogènes, les grues, les barges, les bateaux de petite pêche...) pourraient aussi fonctionner à l'hydrogène. C'est le sens des appels à projets lancés par la Région pour décarboner la filière pêche et aquaculture. Deux viennent d'être sélectionnés

avec une enveloppe de plus de 300 000 € à la clef (*Ouest-France* de mercredi). S'ajoutent, à terme, les bus et camions de collecte des ordures ménagères...

Loïg Chesnais-Girard imagine aussi installer des sites de production d'hydrogène à partir de l'électricité produite par les éoliennes flottantes, en baie de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) puis au large de Belle-Île-en-Mer (Morbihan). D'autres collectivités, comme Redon (Ille-et-Vilaine), Saint-Brieuc et Lorient (Morbihan), sont aussi de plain-pied dans cette dynamique autour de l'hydrogène.

Besoins de financements

Pour passer de l'ambition à la création d'une véritable filière industrielle, la Région devra aller chercher des financements, auprès de l'État, de l'Europe, et pourquoi pas du Japon. La rencontre à Tokyo avec le Nedo, équivalent japonais de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en France (Ademe), avait pour objectif de créer les conditions d'un éventuel partenariat autour de projets sur le territoire breton.

Là aussi, la relation sur le long terme avec le Japon prend son sens. L'agence pour l'énergie nippone, qui s'est dotée d'un grand plan hydrogène, investit dans des projets extérieurs. Les élus bretons espèrent que leur vision retiendra leur attention. « **La Région n'a pas la prétention d'inventer la filière. Mais ce n'est pas en restant chez nous qu'on trouvera la solution** », assure le président Chesnais-Girard.

Christel MARTEEL.